



## **DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU·E·S CGT FINANCES PUBLIQUES AU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL DU 24 MARS 2026 :**

- BILAN DE LA CAMPAGNE DÉCLARATIVE IR ET DE LA CAMPAGNE DES AVIS 2025
- ORGANISATION DE LA CAMPAGNE IR 2026
- PROJET D'EXTENSION À LA DRFIP 75 DU PÉRIMÈTRE DE COMPÉTENCE DU SERVICE NATIONAL DE QUITUS (SNQUIT) DE DENAIN

Madame la Présidente,

La CGT Finances publiques condamne fermement les frappes massives ordonnées par les présidents américain et israélien contre l'Iran et le Sud-Liban. Les motifs de cette nouvelle guerre sont tout autant impérialistes que ceux de l'agression contre le Venezuela : mettre la main sur des ressources énergétiques, concurrencer les puissances rivales et notamment la Chine, instaurer par la force un nouvel ordre régional au Moyen-Orient qui soit entièrement acquis aux USA et à leurs alliés.

Encore une fois, les peuples sont les premières victimes de ces politiques guerrières. Après l'Irak, la Libye, la Syrie, le Liban, Gaza..., c'est à nouveau la population qui paie le prix du sang et de la misère. Aucune frappe, aucun bombardement, aucun changement de régime imposé par la force n'apporte la démocratie, ni la paix. Nous affirmons avec force que le seul chemin vers la stabilité, la justice et la fraternité entre les peuples passe par le respect du droit à l'autodétermination, sans ingérence, sans sanctions, sans domination militaire ou économique.

La France est encore une fois à la remorque des Etats-Unis et n'a pas condamné l'intervention américano-israélienne, se contentant de dénoncer les attaques iraniennes et multipliant les déclarations belliqueuses.

On ne peut qu'être inquiets quant aux conséquences économiques pour l'industrie et les services publics avec la spéculation qui s'organise autour du prix de l'énergie. Pour la CGT, il n'est pas question que cette intervention militaire soit un nouveau prétexte à la fermeture d'industries et de services publics.

La CGT Finances publiques condamne ces agressions, et exige un cessez-le-feu immédiat. Le gouvernement Macron/Lecornu doit cesser immédiatement de déployer nos forces armées et d'engager notre pays dans la course à la barbarie.

La paix n'est pas une utopie : c'est une exigence. Les droits des peuples à vivre libres, dignes et souverains sont indissociables des droits des travailleuses et des travailleurs à la justice sociale et à la solidarité internationale. À ce titre, nous réaffirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, en Iran, luttent pour les libertés démocratiques et la justice sociale.

Les peuples n'ont pas besoin de nouvelles guerres. Ils ont besoin de paix, de justice et de souveraineté.

Le budget 2026 sera lourd de conséquences pour les fonctionnaires et le public avec la poursuite du gel du point d'indice, les suppressions, ...

La CGT dénonce la baisse scandaleuse et catastrophique de 78 % du budget des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS). Sous couvert de « contraintes budgétaires », c'est un véritable plan de liquidation de l'action sociale interministérielle qui est en marche.

Pour exemple, le secrétariat général a décidé de ne pas verser à l'ASFR (Action sociale Finances restauration) la totalité des subventions prévues : il manque une partie des subventions (au minimum 1 500 000 €) qui figuraient dans le budget prévisionnel, malgré l'augmentation du nombre de repas servis.

Les conséquences sont catastrophiques concernant la restauration avec des tarifs qui ont déjà fortement augmenté et qui ne pourront qu'augmenter davantage, des mets de moindre qualité (comment respecter la loi EGalim dans ces conditions ?) et des assiettes moins remplies sans parler des effets néfastes sur la santé des agent·es y déjeunant. Même cause, même effet concernant le logement avec une réduction conséquente des offres de logements de la part des préfetures qui rendra plus difficile l'accès au logement des agent·es en recherche.

Cette décision montre bien la volonté du gouvernement de liquider l'action sociale des agent·es de

l'État.

Ne nous étonnons pas que la Fonction publique souffre d'un profond déficit d'attractivité avec de plus en plus de postes non pourvus en raison de la faiblesse des rémunérations et de conditions de travail dégradées.

La DGFIP figure parmi les administrations d'État où le mal-être est le plus élevé selon les différentes enquêtes, en raison d'une charge de travail et d'un stress anormalement fort : 20 suicides sont malheureusement à déplorer en 2025, conséquence des suppressions d'emplois et de conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

Et que dire de la panne de l'application Helios qui a empêché, totalement ou partiellement (suivant le serveur dont elles et ils dépendaient), pendant plus d'une semaine les agent-es d'effectuer leurs missions ? Et du piratage de Ficoba ? Et des dysfonctionnements informatiques quotidiens ?

Nous voulons des moyens humains et matériels pour pouvoir rendre un service accessible et de qualité dont la population a besoin.

Et comme si cela ne suffisait pas, la DGFIP a décidé de faire les poches aux agent.e.s et retraité.e.s !

Suite à un contrôle interne, elle va procéder à la récupération d'indus sur des primes perçues à tort. L'ampleur des montants touchant toutes les catégories est intolérable : les agent.e.s ne sont pas responsables. Cette situation est due à une mauvaise gestion continue depuis plus de 10 ans et des services RH exsangues. C'est bien l'administration qui est responsable.

Mais peu importe et elle n'a pas pris de gants pour l'annoncer aux 2 000 personnes concernées : un mail le 4 mars pour un prélèvement sur la paie d'avril. C'est scandaleux !

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt immédiat de cette opération de recouvrement sur les rémunérations. Les agents méritent mieux que mépris et maltraitance.

Et « en même temps », la Direction déploie son grand plan Santé mentale et on nous présente le plan d'actions d'amélioration des conditions de vie au travail et de la prévention des risques suicidaires. C'est tout simplement antinomique ! Comme d'habitude, il y a les intentions et il y a les actes !

### **CAMPAGNE IR**

La campagne IR 2025 était la première menée avec l'accueil physique à la volée réduit à trois matinées par semaine. Lors du CSAL du 21 mars 2025, nous avons présagé que l'affluence du public serait d'autant plus dense et source de difficultés tant pour les contribuables que pour les collègues.

Et effectivement, comme nous vous l'avons dit le 27 mai 2025, photos à l'appui, vous avez organisé la pire campagne IR jamais vue à Paris ; vous avez mis nos collègues dans des conditions plus difficiles que jamais ; vous avez détérioré l'accueil des contribuables attendant pendant des heures sous le soleil, sous la pluie, au milieu des travaux pour finalement ne pas être reçus ; vous avez fait fi des demandes des élu.es (sénatrice, député.es, élu.es municipaux) de plus en plus nombreux.euses de revenir sur le NRP et de rouvrir les accueils ; vous avez fait la sourde oreille aux media dénonçant, témoignages à l'appui, la brutalité du tout numérique et exprimant la nécessité de l'accueil physique ; vous avez appliqué sans discernement la politique gouvernementale de casse du service public

Le site de Paganini est emblématique de la dégradation du service public, il concentre toutes les problématiques et cela ne va que s'aggraver avec l'arrivée des 12<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> arrondissements.

Dans le contexte actuel de tension, de violence et de sentiment d'abandon de la société, un drame risque d'intervenir.

S'agissant de l'accueil physique à la volée, les chiffres que vous livrez sont tronqués puisqu'ils ne prennent pas en compte les contribuables reçus sans ticket (voltige) et ceux qui sont refoulés en raison du couperet horaire.

Contrairement à ce que vous tentez de faire passer, la nouvelle organisation en pôles fonctionnels/dysfonctionnels est bien loin de résoudre les difficultés constatées pendant la campagne déclarative, comme pour les autres dimensions des missions des SIP. Les collègues des BFRU sont épuisés du fait de l'intensité des tâches d'accueil physique, téléphonique et e-contact à gérer successivement dans une même journée, et de la complexité à faire face aussi bien à des problématiques d'assiette que de recouvrement, tendant à les culpabiliser de ne pas maîtriser l'ensemble de ces questions.

Cette organisation génère des frictions entre les collègues des différents pôles, contribuant à une dégradation des relations à l'intérieur des services. Elle provoque des tensions avec les encadrants comme le manifeste l'enquête accueil que vous avez réalisée. Elle aboutit également à une perte de sens des missions de service public d'intérêt général à mener. Cette enquête mène ainsi au superbe résultat technocratique que les collègues des BFRU qui y ont répondu, totalement angoissés à l'idée qu'on leur en demande encore plus sans effectifs supplémentaires, répondent maintenant majoritairement que l'augmentation des horaires d'ouverture au public à plus de trois demi-journées par semaine n'améliorerait pas le service rendu aux usagers, contre tout sens commun !

Mais, vous ne tirez aucun enseignement de cette campagne 2025 calamiteuse puisque vous maintenez le même dispositif pour la campagne 2026 avec des effectifs toujours en baisse.

Ainsi, depuis 5 ans, les SIP parisiens ont supporté 320 suppressions d'emplois :

- 2021 : - 7 B, - 73 C,
- 2022 : - 1 A, - 15 B, - 64 C
- 2023 : - 2 A, - 20 B, - 83 C
- 2024 : - 13 B, - 26 C
- 2025 : + 13 B, - 29 C

La CGT dénonce le transfert de la mission d'accueil, dont la gestion des files d'attente, aux vigiles, auxiliaires et vacataires dont ce n'est pas le rôle. Seule une voltige permanente et en nombre assurée notamment par l'encadrement pourra fluidifier la file d'attente et désamorcer les éventuels problèmes. Cette gestion est essentielle au bon fonctionnement de la campagne.

Dans le contexte de sous-effectifs et de densification de l'accueil, le débordement national des centres de contact n'est plus soutenable. Les agent.es le vivent comme une double peine, car les suppressions d'emplois ont été précisément fléchées pour le transfert des appels téléphoniques vers les centres de contact.

Enfin, la CGT rappelle son opposition aux établissements France services et défend des services de la DGFIP de proximité et de plein exercice. D'ailleurs vos chiffres, année après année, démontrent que ces structures ne répondent pas aux besoins de la population : 1 517 accompagnements ont été effectués par ces structures en 2023, 1 415 en 2024 et 1 130 en 2025.

En ce qui concerne l'ensemble des ressources dédiées, la CGT demande une formation complète pour tous les collègues qui viennent en soutien dans la campagne IR au même titre que les agent.es des SIP.

Pour conclure, la CGT revendique l'adaptation de la prime accueil. Cette prime, historiquement liée à l'accueil physique, ne correspond plus à la réalité actuelle des missions.

Aujourd'hui, l'accueil est multicanal : physique, téléphone, e-contacts, numéro national, rendez-vous, renfort national.

Il n'est pas acceptable que les agent.es du BFRU, qui assurent une part importante de cet accueil multicanal, ne bénéficient pas de cette prime.

D'autant plus que les SIP parisiens sont mobilisés une grande partie de l'année en renfort national, ce qui dépasse largement le cadre d'un simple accueil local.

La CGT demande donc officiellement que la prime accueil soit étendue à l'ensemble des collègues assurant l'accueil multicanal et que cette question soit traitée en toute transparence.

Nous rappelons que lors du CSAL de retour d'expérience sur les blocs fonctionnels du 19 décembre 2025, l'ancien directeur avait laissé une ouverture sur ce sujet.

Nous demandons aujourd'hui quelles suites la direction entend donner à cet engagement.

Sans moyens supplémentaires, sans reconnaissance du travail réel et sans prise en compte des risques professionnels, la campagne IR 2026 ne pourra que reproduire les difficultés de 2025, voire les aggraver.